

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°86-2022-170

PUBLIÉ LE 19 OCTOBRE 2022

# Sommaire

## **DDT 86 / Direction**

86-2022-10-18-00002 - 2022 DDT 24 Subdelegation gen (26 pages) Page 3

86-2022-10-18-00003 - 2022 DDT 25 Subdelegation ordonnancement  
secondaire (8 pages) Page 30

DDT 86

86-2022-10-18-00002

2022 DDT 24 Subdelegation gen



**Décision n°2022 – DDT – 24 en date du 18 octobre 2022**  
donnant délégation de signature aux agents  
de la Direction Départementale des Territoires de la Vienne

### **SUBDELEGATION GENERALE DDT**

#### **Le Directeur Départemental des Territoires**

VU les dispositions du livre des procédures fiscales (art. L. 255 A), du code de l'urbanisme (art. L.331-1 et suivants) et du code du patrimoine (art. L.524-1 et suivants) relatives aux attributions du chef du service de l'État chargé de l'urbanisme dans le département en matière de fiscalité de l'aménagement et de financement de l'archéologie préventive ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements et notamment le 2° de l'article 43 et le I de l'article 44 modifié par le décret n° 2012-732 du 9 mai 2012 relatif à la délégation de signature des préfets ;

VU le décret n° 2009-1484 du 03 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté du Premier ministre du 12 avril 2018, portant nomination de Monsieur Eric SIGALAS, en tant que Directeur Départemental des Territoires de la Vienne à compter du 1<sup>er</sup> mai 2018 ;

VU l'arrêté du Premier ministre du 11 avril 2022 nommant Monsieur Christophe LEYSENNE Directeur départemental adjoint des territoires de la Vienne ;

VU l'arrêté n°2022-DDT-105 du 7 mars 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Eric SIGALAS, dans les missions relevant des attributions de la Direction Départementale des Territoires de la Vienne.

#### **DECIDE**

##### **Article 1 :**

En application des dispositions susvisées, délégation est donnée à Monsieur Christophe LEYSENNE, Directeur départemental adjoint des territoires de la Vienne pour signer, sous ma responsabilité, toutes décisions et correspondances entrant dans le champ de compétence de la Direction Départementale des Territoires de la Vienne.

##### **Article 2 :**

Délégation est donnée aux chefs de service et d'unité et leurs adjoints pour signer, dans le cadre de leurs attributions, les actes mentionnés dans les rubriques du tableau placé en annexe de la présente décision, tels qu'ils sont indiqués dans la colonne « **ACTES SUBDELEGUES (délégation de signature Préfet et DDT)** »

**Article 3 :**

L'agent expressément désigné pour assurer l'intérim d'un service, d'une unité ou d'un site exerce les mêmes délégations de signature que l'agent qu'il remplace.

**Article 4 :**

Toutes dispositions antérieures à la présente décision sont abrogées.

**Article 5 :**

Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Vienne.

**Article 6 :**

Les agents titulaires d'une délégation de signature sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Le Directeur Départemental des Territoires



Eric SIGALAS

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 et R. 421-5 du code de la justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de sa publication.



*Annexes subdélégation générale de signature du directeur de la DDT*

<b>ANNEXE 1</b>			
<b>de la décision de subdélégation générale de signature du directeur de la DDT</b>			
<b>Liste des responsables hiérarchiques directs de la DDT</b>			
<b>Service</b>	<b>Chef de service/ cadres d'astreinte</b>	<b>Unité / division</b>	<b>Chef d'unité</b>
<b>Direction</b>	<b>Eric SIGALAS</b>	Affaires Juridiques et Contentieux(AJC)	Emmanuel PERIOT
<b>Habitat, Urbanisme et Territoires SHUT</b>	<b>Fabrice PAGNUCCO</b>  <b>Dominique GALLAS</b> (adjointe)	Urbanisme opérationnel (UO)	Pascal ROUX
		Aménagement et Connaissance des Territoires (ACOT)	Catherine MERCADIER
		Planification (P)	Camille FOURCHARD
		Politique Immobilière et Qualité de la Construction (PIQC)	Jérôme OULES
		Rénovation Urbaine et Logement Social (RULS)	Frédéric THEUIL
		Politique de l'Habitat (PH)	Florence BONNEUIL
<b>Économie Agricole et Développement Rural SEADR</b>	<b>Jean-Pierre PRADEL</b>	Gestion des Aides (UGA)	Jacques GIRARDIN
	<b>Jacques GIRARDIN</b> (adjoint)	Orientations Agricoles et Développement Rural (OADR)	Jennifer DELHOMME
<b>Eau et biodiversité SEB</b>	<b>Catherine AUPERT</b>	Eau Qualité (Eqé)	
		Eau Quantité (EQ)	Rodolphe PINIER
		Milieux Aquatiques et Biodiversité (MAB)	Mathilde BLANCHON
		Forêt – Chasse- Pêche (FCP)	Gaëlle DORDAIN
<b>Prévention des Risques et Animation Territoriale SPRAT</b>	<b>Frédéric DAGES</b>  <b>Henri NOUFEL</b> (adjoint)	Éducation Routière (ER)	Cindy LEBAS
		Cadre de Vie et Sécurité Routière (CVSR)	François BERNERON
		Risques Majeurs et Crises (RMC)	Jean-Michel SCHMITT
		Mission d'Animation Territoriale (MAT)	Henri NOUFEL
		Système d'Information et de Valorisation des Données (SIVD)	Pascal MIGNOT

**ANNEXE 2**  
**de la décision de délégation générale de signature du directeur de la DDT**  
**Actes subdélégués (hors gestion des présences et absences des agents)**

n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
<b>1 AMÉNAGEMENT ET PLANIFICATION</b>				
1.1	Porter à connaissance	Art. L 132-1/132-2 et 132-3, R 124-4 , R163-1 et 163-2 du code de l'urbanisme.	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité planification et son adjoint
1.2	Dérogation aux règles posées en matière d'implantation et de volume des constructions et aménagements des règles prescrites sauf dans le cas où les avis du maire et de la DDT sont divergents	Art. R 111-19 du code de l'urbanisme	Chef du service SHUT et son adjoint	
1.3	Dérogation aux règles de recul des constructions ou installations par rapport aux autoroutes , routes express, déviations et voies à grande circulation et dérogation permettant l'installation de la construction projetée sur des terrains concernés	article L 111-6 à L 111-10 du code de l'urbanisme	Chef du service SHUT et son adjoint	
1.4	Dérogation au principe d'interdiction de l'ouverture à l'urbanisation et de la délivrance d'autorisation d'exploitation commerciale ou cinématographique hors schéma de cohérence territoriale	article L.142-4 et R142-2 du code de l'urbanisme	Chef du service SHUT et son adjoint	
<b>2 APPLICATION DU DROIT DES SOLS</b>				
2.1	Formalités liées à l'instruction des permis d'aménager, de construire, de démolir, des certificats d'urbanisme et des déclarations préalables dans les communes sans transfert de compétence (ex : RNU...) : 1) Lettres de majoration de délai et/ou incomplet 2) Lettres d'information adressées au demandeur préalablement aux récolements de travaux	Art R 423-38 et R 423-42 du code de l'urbanisme Art R 462-8 du code de l'urbanisme	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité urbanisme opérationnel ou son adjoint
2.2	Avis conforme du Préfet lorsque le maire est compétent mais que la construction projetée : • se situe hors du zonage du document d'urbanisme opposable • se situe dans un périmètre où des mesures de sauvegarde nécessitent un sursis à statuer dans les cas énumérés aux articles L 111-7, 9 et 10, L 123-6 (dernier alinéa), L 311-2 et L 313-2 (alinéa 2) du code de l'urbanisme, et L 331-6 du code de l'environnement] prévues par l'article L 111-7, lorsque ce périmètre a été institué à l'initiative d'une autorité autre que la commune	Art R 422-5 du code de l'urbanisme	Chef du service SHUT et son adjoint	
2.3	Avis conforme du Préfet en cas d'annulation par voie juridictionnelle ou d'abrogation d'une carte communale, d'un plan local d'urbanisme ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu, ou de constatation de leur illégalité par juridiction	Art. L 422-6 du code de l'urbanisme.	Chef du service SHUT et son adjoint	





n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contestation de la conformité des travaux au permis ou déclaration ;</li> <li>Lettre de mise en demeure de déposer un dossier modificatif ou de mettre les travaux en conformité avec l'autorisation accordée ;</li> <li>Attestations de non opposition à la conformité.</li> </ul>			
<b>3 FISCALITÉ DE L'AMÉNAGEMENT</b>				
3.1	Actes, décisions et documents de toute nature en matière de détermination de l'assiette et de liquidation de la <b>taxe d'aménagement</b>	Livre des procédures fiscales – art. L. 255 A  Code de l'urbanisme – art. L. 331-1 et suivants	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité urbanisme opérationnel ou son adjoint
3.2	Actes, décisions et documents de toute nature en matière de détermination de l'assiette et de liquidation du <b>versement pour sous-densité</b>	Livre des procédures fiscales – art. L. 255 A  Code de l'urbanisme – art. L. 331-35 et suivants	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité urbanisme opérationnel ou son adjoint
3.3	Actes, décisions et documents de toute nature en matière de détermination de l'assiette et de liquidation du <b>la redevance d'archéologie préventive</b>	Code du patrimoine – art. L. 524-1 et suivants	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité urbanisme opérationnel ou son adjoint
<b>4 AMÉNAGEMENTS FONCIERS</b>				
4.1	Associations foncières d'aménagement foncier agricole et forestier (AFAFA) : décisions liées au contrôle des actes administratifs de ces associations (hors création/dissolution) Associations syndicales de propriétaires en relation avec le monde agricole (ASL, ASA) : décisions liées au—contrôle des actes administratifs de ces associations (hors création/dissolution)	Code rural - art. R 133-1 à 10 Ordonnance n° 2004-632 du 1 <sup>er</sup> juillet 2004 et son décret d'application n° 2006-504 du 3 mai 2006	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité ACOT ou son adjoint
4.2	Associations foncières d'aménagement foncier agricole et forestier (AFAFA) : décisions liées à la création/dissolution des associations Associations syndicales de propriétaires en relation avec le monde agricole (ASL, ASA) : décisions liées à la création/dissolution des associations	Code rural - art. R 133-1 à 10 Ordonnance n° 2004-632 du 1 <sup>er</sup> juillet 2004 et son décret d'application n° 2006-504 du 3 mai 2006	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité ACOT ou son adjoint
4.3	Protection des boisements linéaires, haies et plantations d'alignement, existants ou à créer	Code rural - art. L 126-3	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité ACOT ou son adjoint
4.4	Terres incultes : mise en demeure des propriétaires et constatation de la renonciation ou de la non mise en culture dans les délais prescrits	Code rural - art. L.125-3	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité ACOT ou son adjoint

n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
5	POLICE DE L'EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES	Code de l'environnement – livre I, titre VII; Livre II – Titre I et ses textes d'application Code général de la propriété des personnes publiques		
5.1	Décisions relatives à l'usage, la conservation, la gestion et la police des eaux superficielles et souterraines et des milieux aquatiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>• autorisations d'installations, ouvrages, travaux ou activités spécifiées par la nomenclature visée en référence ;</li> <li>• récépissés de déclaration et décisions d'opposition à déclaration d'installations, arrêtés de prescriptions particulières, ouvrages, travaux ou activités spécifiées par la nomenclature visée en référence ;</li> <li>• révocation ou modification des autorisations ou permissions accordées et autres mesures visant à mettre fin à un dommage constaté ou en circonscrire la gravité ;</li> <li>• entretien régulier des cours d'eau, canaux ou plans d'eau.</li> </ul> <p>Mise en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des dispositions relatives aux zones soumises à contraintes environnementales</li> <li>• des dispositions particulières en situation d'étiage : <ul style="list-style-type: none"> <li>– limitation ou suspension provisoire des usages de l'eau ou portant limitation des volumes hebdomadaires autorisés,</li> <li>- interdiction de manœuvre de vannes et dérogations temporaires.</li> </ul> </li> <li>• des Organismes Uniques de Gestion Collective (OUGC) de l'eau</li> <li>• des obligations relatives aux ouvrages liées à classement des cours d'eau, au débit réservé, à la sécurité</li> <li>• des dispositions relatives aux programmes d'actions pour lutter contre les pollutions en nitrates d'origines agricoles</li> </ul>	Code de l'environnement - articles L 214-1 à 6  Code de l'environnement - nomenclature annexée à l'article R 214-1 pour les rubriques relevant du titre Ier (prélèvements), du titre II (rejets) et du titre III (impacts sur le milieu aquatique ou sur la sécurité publique)  Code de l'environnement Articles L 211-5, 7 et 10 Articles L 215-15 à 18, R 215-2 à 2015-5 Articles R 211-66 à 211-110  Article L 211-3 Articles R 211-111 à 117  articles L 214-17, R 214-107 à 114	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ; Responsables unités Eau qualité (Eqé), eau quantité (EQ) et milieux aquatiques et biodiversité (MAB) chacun sur son domaine.
5.2	Décisions relatives aux mesures et sanctions administratives et transmission des RMA. Proposition de transaction pénale lorsque l'infraction constitue une contravention ou un délit	Code de l'environnement - L171-6 et suivants, L173-12 et suivants L 216-3 et suivants, L437-3-1 et suivants, R 216-12, R437-7	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service Responsable unité eau quantité (EQ) pour les transmissions d'index irrigation
6	POLICE DE LA PÊCHE	Code de l'environnement – Livre IV et ses textes d'application		
6.1	Décisions relatives à la protection du patrimoine piscicole et à la préservation des milieux aquatiques, à la gestion des milieux aquatiques et des ressources piscicoles	Titre III, chapitres 2 et 3	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ;  Responsable

n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
				unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)
6.2	Décisions relatives aux conditions d'exercice du droit de pêche, à l'exception de l'arrêté permanent et de l'arrêté annuel d'ouverture de la pêche : - interdiction temporaire de la pêche ou prolongation de la durée de fermeture de la pêche lorsque les caractéristiques locales du milieu aquatique le justifient, autorisation de pêche de certaines espèces durant les heures d'interdiction ; - capture, évacuation, transport ou vente de poissons dans des conditions particulières.	Titre III, chapitre 6  Code de l'environnement - articles R.436-7, 8 et 14  Code de l'environnement - article R.436-9 et 12	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ;  Responsable unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)
6.3	Décisions relatives aux : - clauses et conditions générales de la location par l'État à des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique du droit de pêche aux lignes et aux balances dans les eaux du domaine public fluvial ; - concours de pêche dans les cours d'eau de la première catégorie ; - création de réserve de pêche ; - agréments relatifs aux associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique et à leur fédération départementale.	Code de l'environnement – L 435-1, L 436-1, L 436-4, R 435-2 à 33 - article R.435-10 code de l'environnement - article R.436-22 code de l'environnement - articles R.436-73 et 74 code de l'environnement - articles L.434-3 et 4, articles R. 434-25 à 27	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ,  Responsable unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)
<b>7</b>	<b>PROTECTION DE LA NATURE</b>	<b>en application du code de l'environnement – Livre IV</b>		
7.1	Instruction des demandes de régulation d'animaux de l'espèce « phalacrocorax carbo sinensis » (grands cormorans)	Code de l'environnement - article L 411-1-1° - article L 411-2-4° - articles R 411-1 à 6 - articles R 411-10 à 14 Arrêté ministériel du 26 novembre 2010	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ; Responsable unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)
7.2	Décisions relatives aux contrats et chartes Natura 2000  Dispositions relatives à l'évaluation des incidences Natura 2000	Plan de développement rural régional Code de l'environnement – articles L 414-3, R 414-12 à 18 - articles L 414-4, R 414-19 à 24	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ; Responsable unité Milieux aquatiques et biodiversité (MAB)
7.3	Décisions relatives aux Associations Communales ou Intercommunales de Chasse Agréées (ACCA et AICA) en cas de dysfonctionnement grave et continu	Code de l'environnement - article L 422-25-1	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service

n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
7.4	Décisions relatives à l'exploitation de la chasse sur le domaine public fluvial	Code de l'environnement - articles D 422-97 à 113	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ; Responsable unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)
7.5	Décisions relatives au plan de chasse et aux prélèvements : • modification des décisions individuelles d'attribution de plan de chasse dans les cas prévus au 1° et/ou au 2° de l'article L.425-8 • notification des quotas minimum à réaliser sur certains territoires en cas de déséquilibre agro-sylvo-cynégétique autour de ces territoires	Code de l'environnement - article L 425-6 - article L 425-8 - article L 425-5-1	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service
7.6	Patrimoine de la faune sauvage - Décisions relatives aux activités soumises à autorisation ou à déclaration :  • autorisations portant sur le gibier vivant : – prélèvement et introduction dans le milieu naturel – capture ou abattage de gibier pour des motifs de sécurité – abattage de gibier dans le cas d'élevages en infraction – capture de gibier  • utilisation de sources lumineuses pour réaliser des comptages de gibier,  • agrément des piègeurs  • autorisations individuelles relatives aux périodes de chasse estivales (chevreuil, sangliers)  • destruction d'animaux d'espèces susceptibles d'occasionner des dégâts : – classement annuel d'espèces du groupe III – destruction par les particuliers  • régulation d'animaux d'espèces non domestiques causant des dégâts : - battues administratives - chasses particulières • autorisation destruction chasse au vol  • entraînement des chiens et manifestations canines  • autorisations relatives à l'élevage et à la détention d'espèces de gibier dont la chasse est autorisée et de rapaces : certificat de	Code de l'environnement  - art. L 424-8 et L 424-11, L 427-6, R.422-87 Arrêté ministériel du 7 juillet 2006  Arrêté ministériel du 1 <sup>er</sup> août 1986  Arrêté ministériel du 1 <sup>er</sup> août 1986 art. 11 bis  R.427-13 à R.427-17 Arrêté ministériel du 29 janvier 2007  art. R.424-8  - art. L.427-6 à L.427-8 art. R.427-4, R.427-6, R.427-8, R.427-19, R.427-25 Arrêté ministériel du 1 <sup>er</sup> août 1986 (art. 12)  art. L.420-3 Arrêté ministériel du 21 janvier 2005  art. L.412-1, R.412-1 à R.412-6-1 art. L.413-1 à 8, R.413-	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ; Responsable unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)

n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
	<p>capacité, ouverture d'élevage de gibier, récépissé de détention d'espèces de gibier et de rapaces destinés à la chasse au vol,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>déroptions aux interdictions de détruire, d'enlever ou d'endommager intentionnellement les nids et les œufs, de ramasser les œufs dans la nature et de les détenir,</li> <li>décisions relatives aux enclos, clos et clôtures cynégétiques</li> <li>récépissés de déclarations de création d'établissements professionnels de chasse à caractère commercial,</li> <li>vénierie – attestations de conformité dites « attestations de meute » – instruction des demandes de premières attestations, de confirmation, de renouvellement et de modification.</li> </ul>	<p>1 à 51 Arrêtés ministériels : 10 août 2004, 20 août 2009, 8 février 2010, 8 octobre 2018</p> <p>- art. L.424-10 et R 424-23</p> <p>- art. L424-3 - art. L. 422-10-2° Arrêté préfectoral 2021/ DDT/379 du 25/05/2021</p> <p>- art. R 424-13-2</p> <p>Arrêté ministériel modifié du 18 mars 1982</p>		
7.7	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions relatives à l'indemnisation des dégâts de gibier (fixation des barèmes, points noirs sanglier, liste des estimateurs, ...)</li> </ul>	Code de l'environnement art. L 426-1 à 6 et R 426-3 à 18	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ; Responsable unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)
7.8	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions relatives à la destruction des animaux pouvant causer des atteintes graves à la sécurité aérienne</li> </ul>	Code de l'environnement art. L.424-2 et R.427-5	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ; Responsable unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)
7.9	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions relatives aux contrôles, aux mesures et sanctions administratives et transmission des RMA</li> </ul>	Code de l'environnement art. L.170-1 art. L. 171-1 à L.171-11 art. L.413-4, L.413-5, art. R.413-45 à R.413-51	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service
<b>8</b>	<b>FORETS</b>	<b>en application du code forestier</b>		
8.1	<p>Décisions relatives aux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>aides publiques aux particuliers destinées à la mise en valeur et à la protection des bois et forêts, et aux investissements forestiers</li> <li>autorisations de coupe</li> <li>régime spécial d'autorisation administrative</li> </ul>	Plan de développement rural régional Code forestier - articles L 9 et 10 Code forestier - articles L 225-5 et suivants	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ; Responsable unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)
8.2	Contrôles relatifs aux :	Code forestier - articles	Chef du service	Adjoint au chef

n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
	<ul style="list-style-type: none"> <li>engagements de gestion durable</li> <li>plans simples de gestion</li> </ul>	L 7 et 8 Code forestier – articles L 222-1 et suivants	SEB	de service ; Responsable unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)
8.3	Décisions relatives aux obligations et sanctions dans tout massif non soumis au régime forestier : - autorisation de coupe ou d'abattage d'arbres dans les bois, forêts ou parcs sur le territoire des communes ou parties de communes où un document d'urbanisme prescrit n'est pas encore rendu public à l'exception des communes ayant confié aux services de la direction départementale des territoires l'instruction des dites autorisations - sanctions en cas de coupes illicites	Code forestier - articles L 223-1 et suivants  Code de l'urbanisme - articles R 130-1 et 4 Code de l'urbanisme – art. R490-2	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ;  Responsable unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)
8.4	Approbation des statuts et diverses décisions administratives des groupements forestiers, associations syndicales de gestion forestière et organismes de gestion et d'exploitation forestière en commun.	Code forestier - articles R 241-2 et 4, R 242-1 et 6	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ; responsable unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)
8.5	Décisions relatives à tout arrachage ou défrichement de bois : <ul style="list-style-type: none"> <li>autorisation de défrichement des bois des particuliers ou des collectivités sauf en cas d'avis divergent du maire</li> <li>constat de rejet de plein droit de la demande d'autorisation de défrichement prévue au code de l'urbanisme</li> <li>sanction en cas de défrichement illicite</li> </ul>	Code forestier - article L 311-1 et suivants, R 311-1 et suivants Code de l'urbanisme - article L 130-1 3 <sup>ème</sup> alinéa Code forestier - articles L 313-1 et 2 et R 313-1	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ;  Responsable unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)
8.6	Décisions relatives aux forêts de protection, notamment à leurs règlements d'exploitation et aux autorisations spéciales de coupes	Code forestier - articles L 411-1 et suivants, R 412-1 et suivants	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ; Responsable unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)
8.7	Décisions relatives à l'aménagement foncier en zones forestières	Code forestier - article L 512-1	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ; Responsable unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)
8.8	Décisions relatives à la gestion du Fonds Forestier National (FFN) et notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>résiliation ou transfert à un nouveau bénéficiaire, modification du montant d'un prêt sous forme de travaux du FFN et décision modificative de la surface boisée de ce prêt</li> <li>actes de prêts en numéraire et sous forme de travaux exécutés par l'Etat, actes de mainlevées de cautions ou d'hypothèques et contrats sous forme de travaux dans le cadre de prêts du FFN</li> </ul>	Code forestier – article L 532-1 et suivants. Code forestier - articles R 532-15 à 23 décret n° 87-48 du 30/01/1987 loi 61-1173 du 13 octobre 1961, articles 28 à 30 du décret 66-1077 du 30 décembre 1966	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ; Responsable unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)

n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
8.9	Décisions relatives à la prime au boisement des terres agricoles	Décret 94-1054 du 1 décembre 1994 décret 2001-359 du 19 avril 2001	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ; Responsable unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)
8.10	Brûlage des végétaux : dérogation aux dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur relatif à la prévention des incendies de végétation dans le département de la Vienne	Arrêté n°2015-PC-031 du 29/05/2015	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ; Responsable unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)
8.11	Décisions prises dans le cadre de la commission consultative départementale de levée de prescription de salariat des entreprises de travaux forestiers	Code rural – articles L 722-23 et D 722-3	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ; Responsable unité Forêt – Chasse- Pêche (FCP)
<b>9</b>	<b>ENTRETIEN DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL ET POLITIQUE DE LA NAVIGATION</b>			
9.1	Décision relative à la gestion et conservation du domaine public fluvial : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Autorisation d'occupation temporaire ;</li> <li>• Autorisation de prise d'eau ;</li> <li>• Délimitation du domaine public fluvial et des servitudes, notamment les servitudes de passage, chemins de halage ;</li> <li>• Décisions relatives aux suites administratives ;</li> <li>• Autorisation d'extraction de matériaux dans le lit des cours d'eau du domaine public.</li> </ul>	Code général de la propriété des personnes publiques article L2121-1 à L2122-16 Article L2124-6 à L 2124-15  Code du domaine de l'État article A40 à A44	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ; Responsable unité Milieux Aquatiques et Biodiversité (MAB)
9.2	Autorisation de manifestations nautiques Mesures temporaires des règlements particuliers de police de navigation	Code des transports, art L4241-1 et suivants, art R4241 et suivants, en particulier R4241-38	Chef du service SEB	Adjoint au chef de service ; Responsable unité eau qualité (Eqé) et Milieux aquatiques et biodiversité (MAB)
<b>10</b>	<b>ÉCONOMIE AGRICOLE</b>			
10.1	<u>Contrôle des structures et baux ruraux :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• tous les actes de procédures relatifs au contrôle des structures</li> <li>• autorisation temporaire à un exploitant agricole dont la retraite a été liquidée,</li> <li>• fermages : tous les actes relatifs aux baux ruraux relevant des textes cités ci-après</li> </ul>	Code rural - articles L 331.1 à 9, et L 732-40, articles R 331-1 à 12 Arrêté du 16 juin 1998 Arrêté de 1985  Code rural : articles L 411-32, L 411-57 code rural : articles R 411-1, R 411-9-6 et 10	Chef du service SEADR	Responsable de l'unité UOADR et Responsable de l'unité UGA, Adjoint au chef de service

n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
10.2	<u>GAEC</u> : • GAEC : dispositions relatives à l'agrément des groupements agricoles d'exploitation en commun	Code rural – art. L 323-1 et suivants, art. R521-1 et suivants	Chef du service SEADR	Responsable de l'unité UOADR et Responsable de l'unité UGA, adjoint au chef de service
10.3	<u>Transmission, redressement, cessation d'activité</u> : • aides aux agriculteurs en difficulté ; • diagnostic et suivi technico-économique de l'exploitation agricole dans le cadre d'un plan de redressement, prise en charge d'arriérés de cotisations sociales, allègement de charges financières, plan de réinsertion professionnelle ; • déchéance de l'allocation de préretraite. • Aides à la réinsertion professionnelle • Congé de formation des exploitants agricoles • Aides au redressement de l'exploitation (AgriDiff et AREA) :	Décret n° 98-311 du 23 avril 1998 modifié par le décret n° 2000-654 du 10 juillet 2000 Décret n° 2000-963 du 28 septembre 2000 et n° 2003-682 du 24 juillet 2003 Articles D352-15 à D352-21, Articles D353-1 à D353-9 et Articles D354-1 à D354-15 du code rural et de la pêche maritime	Chef du service SEADR	Responsable de l'unité UGA, Adjoint au chef de service
10.4	<u>Calamités agricoles</u> : - octroi des indemnités versées au titre du fonds national de garantie des risques en agriculture ; - attribution de prêts calamités, versement d'aides et attribution de prêts de consolidation dans le cadre du fonds d'allègement des charges (FAC) ; - arrêtés préfectoraux relatifs à la procédure des prêts spéciaux calamités ; - comité départemental d'expertise (CDE) : - nomination et convocation du comité, - fixation du barème départemental des calamités agricoles, - désignation des membres des missions d'enquêtes, - propositions de suite à donner à un constat de sinistre.	Code rural – art. L 361-1 à L361-8 Code rural - articles D 361-1 à 42	Chef du service SEADR	Responsable de l'unité UGA, Adjoint au chef de service
10.5	<u>Gestion de l'espace agricole – CDPENAF</u> • Convocations, ordre du jour, préparation et notification des avis CDPENAF ; • Présidence de la commission ; • Avis sur élaboration ou révision de documents d'urbanisme ; • Avis sur les demandes d'autorisation de construire en zone agricole.	Code rural – art L112-1-1	Chef du service SEADR	Responsable de l'unité UOADR
<b>PAC : Programmation 2007-2013</b>				
	<b>Dispositifs relevant du second pilier de la PAC</b>	Textes communs : Règlement CE n° 1698-2005 du conseil du 20/09/2005, Règlement CE n° 1974-2006 de la commission du 15/12/2006 Règlement CE n° 1975-2006 de la commission du 07/12/2006 Document Régional de Développement Rural		<b>Dispositifs relevant du second pilier de la PAC</b>



n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
10.6	<p><u>Installation en agriculture :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mise en œuvre de la mesure 112 du PDRH_ (dotation aux jeunes agriculteurs, prêts à moyen terme spéciaux)</li> <li>• mise en œuvre du fonds d'incitation et de communication pour l'installation en agriculture (FICIA) ;</li> <li>• mise en œuvre des plans de professionnalisation personnalisés (PPP).</li> </ul>	<p>Code rural - article D 343-3 et suivants Code rural - articles D 343-34 et 36 Décret n° 2009-28 du 9 janvier 2009 et arrêté ministériel du 9 janvier 2009</p>	Chef du service SEADR	<p>Responsable de l'unité UOADR et Responsable de l'unité UGA,  Adjoint au chef de service</p>
10.7	<p><u>Modernisation des exploitations agricoles :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• coopératives d'utilisation du matériel agricole (CUMA) : <ul style="list-style-type: none"> <li>– attribution de prêts à moyen terme spéciaux,</li> </ul> </li> <li>• attribution de subvention dans le cadre : <ul style="list-style-type: none"> <li>– du plan de modernisation des exploitations d'élevage bovin, ovin et caprin,</li> <li>– du plan végétal environnement,</li> <li>– du plan de performance énergétique des exploitations agricoles</li> <li>– <u>mesures 132, 121-C4, C6 et C7 du DRDR</u></li> </ul> </li> </ul>	<p>Décret n° 91-93 du 23 janvier 1991 modifié par le décret n° 96-376 du 2 mai 1996</p> <p>Arrêté ministériel du 3 janvier 2005 Arrêté ministériel du 18 avril 2007 Arrêté ministériel du 04 février 2009</p>	Chef du service SEADR	<p>Responsable de l'unité UOADR et Responsable de l'unité UGA,  Adjoint au chef de service</p>
10.8	<p>Soutien au développement rural</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mesures du plan de développement rural hexagonal (PDRH) : <ul style="list-style-type: none"> <li>– mesures de l'axe 3 pour lesquelles la DDT est désignée « guichet unique »</li> <li>– programmes LEADER</li> </ul> </li> </ul>	<p>Convention entre le préfet, l'Agence Spéciale de Paiement (ASP) et les cofinanceurs désignant la DDT en tant que Guichet Unique</p>	Chef du service SEADR	<p>Responsable de l'unité UGA, adjoint au chef de service et Responsable de l'unité UOADR</p>
	<b>Dispositifs relevant du premier pilier de la PAC et aides surfaciques relevant du second pilier</b>			
10.9	<p>Droits à produire - productions animales</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• maîtrise de la production laitière bovine : <ul style="list-style-type: none"> <li>– indemnités de cessation d'activité laitière ;</li> <li>– attribution et transferts de références supplémentaires ;</li> <li>– transfert spécifique de quantités de référence laitière sans foncier, allocations provisoires.</li> </ul> </li> <li>• droits à prime en élevage ovin et bovin : <ul style="list-style-type: none"> <li>– attribution, cessions et transferts de droits</li> </ul> </li> </ul>	<p>Règlement CEE n° 3950-92 du conseil décrets n° 91-157 modifié et n° 96-47</p> <p>Règlements CE n° 1254/1999 du conseil du 19 décembre 2001 modifié Décret n° 93-1260 du 24 novembre 1993.</p>	Chef du service SEADR	<p>Responsable de l'unité UGA, Adjoint au chef de service</p>
10.10	<p><u>Droits de paiement unique (DPU) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• attribution de droits à paiement unique, contrôle administratif et contrôle sur place des droits à paiements unique</li> </ul>	<p>Règlement CE n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 et règlement CE n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 Article R 615-65 du code rural créé par le décret n° 2006-710 du 19 juin 2006 (article 7)</p>	Chef du service SEADR	<p>Responsable de l'unité UGA,  Adjoint au chef de service</p>

n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
10.11	<p><u>Aides directes</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mise en œuvre de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle (SIGC) relatif à certains régimes d'aides : <ul style="list-style-type: none"> <li>– décisions relatives à l'instruction administrative des demandes déposées, aux dépôts tardifs, modifications tardives et rejets de dossiers, conventions départementales particulières ;</li> <li>– décisions relatives au contrôle administratif des déclarations de surfaces et demandes d'aides animales, notification des pénalités afférentes ;</li> <li>– décisions relatives aux contrôles sur place de la conditionnalité des déclarations de surfaces et demandes d'aides animales, notification des pénalités afférentes ;</li> <li>– décisions relatives à la mise en place et à la coordination des contrôles par télédétection ou sur le terrain, notification du résultat des contrôles et des pénalités appliquées.</li> </ul> </li> <li>• décisions d'attribution, de refus, de déchéance : <ul style="list-style-type: none"> <li>– des aides compensatoires aux surfaces déclarées ;</li> <li>– de la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes ;</li> <li>– de l'aide ovine et caprine.</li> </ul> </li> </ul>	<p>Règlement CE 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003</p> <p>Règlement CE 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004</p> <p>Règlement CE 1251/1999 de la commission modifié et ses règlements d'application Décret n° 80-606 du 31 juillet 1980, règlement CE n° 1254/1999 du 17 mai 1999 modifiés Règlement CE n° 73/2009 du conseil du 19 janvier 2009, règlement CE 639/2009 de la commission du 22 juillet 2009</p>	<p>Chef du service SEADR</p>	<p>Responsable de l'unité UGA, Adjoint au chef de service</p>
10.12	<p>Aides aux surfaces du 2<sup>ème</sup> pilier de la PAC</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• attribution des aides : <ul style="list-style-type: none"> <li>– indemnités compensatoires de handicap naturel (ICHN) ;</li> <li>– prime herbagère agro-environnementale (PHAE) ;</li> <li>– mesures agro-environnementales autres.</li> </ul> </li> </ul>	<p>Règlement CE n° 1257/99 du 17 mai 1999 Règlement CE n° 1698/2005 du conseil du 20 septembre 2005, Règlement CE n° 1974-2006 de la commission du 7 décembre 2006, Règlement CE n° 1975-2006 de la commission du 15 décembre 2006 Règlement CE n° 1698/2005 du conseil du 20 septembre 2005, Règlement CE n° 1974-2006 de la commission du 7 décembre 2006, Règlement CE n° 1975-2006 de la commission du 15 décembre 2006</p>	<p>Chef du service SEADR</p>	<p>Responsable de l'unité UGA, Adjoint au chef de service</p>

n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
<b>PAC : Programmation 2014-2020</b>				
	<b>Dispositifs relevant du second pilier de la PAC</b>	Textes communs Règlement (UE) n°1310/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 Règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17/12/2013 Règlement (UE) n°808/2014 de la commission du 17/07/2014 Programme de développement Rural de la Région Poitou Charentes (PDRRPC) Convention autorité de gestion - organisme payeur - État du 29 janvier 2015 Convention relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du PDR à la DDT de la Vienne pour la période de programmation 2014-2020		
10.13	<u>Installation en agriculture :</u>  • actes délégués par l'autorité de gestion de l'opération 6.1.1 du PDRRPC ; • mise en œuvre des prêts bonifiés dans le cadre de l'opération 6.1.2 du PDRRPC ; • mise en œuvre des plans de professionnalisation personnalisés (PPP).	Textes communs + Décret n° 2009-28 du 9 janvier 2009 et arrêté ministériel du 9 janvier 2009	Chef du service SEADR	Responsable de l'unité UOADR et Responsable de l'unité UGA, Adjoint au chef de service
10.14	Plan pour la compétitivité et l'adaptation des exploitations agricoles : actes délégués par l'autorité de gestion des opérations 4.1.1, 4.1.2, 4.1.3, 4.2.1, 6.4.2 du PDRRPC.	Textes communs + Arrêté préfectoral régional n°58 du 22 avril 2014 Arrêté préfectoral 65 du 22 avril 2014 Arrêté préfectoral régional n°59 du 22 avril 2014		
10.15	Autres opérations de développement rural : actes délégués par l'autorité de gestion des opérations 3.1.1, 6.4.1, 6.4.2, 6.4.3, 7.3.1, 7.4.1, 7.5.1, 7.6.4, 19.2.1, 19.3.1, 19.4.1 du PDRRPC	Textes communs		
	<b>Dispositifs relevant du premier pilier de la PAC et aides surfaciques relevant du second pilier</b>			
10.16	Ensemble des dispositions transversales relatives aux régimes d'aides liés à la surface dans le cadre de la politique agricole commune à compter de la campagne 2015  Aides directes : idem point 9.11  Aides surfaciques relevant du second pilier : idem point 9.12 pour : - Mesures agro-environnementales et climatique ; - Aides à la conversion et au maintien de l'agriculture biologique.	Textes communs Règlement délégué (UE) n° 639/2014 de la commission du 11 mars 2014 Règlement délégué (UE) n° 640/2014 de la commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (EU) n° 1306/2013 en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus et au retrait de paiement et les sanctions administratives applicables aux paiements directs, au soutien au développement rural et à la conditionnalité Règlement (UE) 1305/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le FEADER Règlement (UE) n° 1306/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement à la gestion et au suivi de la politique agricole commune Règlement (UE) n° 1307/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au		

n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
	<p>Aides couplées : idem point 9.9 pour</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Aides ovines ;</li> <li>• Aides caprines ;</li> <li>• Aide aux bovins allaitants ;</li> <li>• Aide aux bovins laitiers ;</li> <li>• Aides aux veaux sous la mère et aux veaux bio.</li> </ul> <p>Aides découplées : idem point 9.10 pour</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'attribution et la revalorisation de droits à paiements de base ;</li> <li>• Contrôle administratif et sur place des droits à paiement de base.</li> </ul>	<p>développement rural par le FEADER</p> <p>Règlement (UE) n° 1308/2013 du parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles</p> <p>Règlement (UE) n° 1408/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture</p> <p>Règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) 1306/2013 en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et de la conditionnalité</p> <p>Règlement (CEE Euratom) n° 1182/71 du conseil du 3 juin 1971 portant détermination des règles applicables aux délais aux dates et aux termes</p> <p>Règlement (CE, Euratom) n° 2988/95 du conseil du 18 décembre 1995 relatif à la protection des intérêts financiers des communautés européennes</p> <p>Règlement d'exécution (UE) n° 908/2014 de la commission du 6 août 2014 portant modalité d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes les règles relatives aux contrôles les garanties et la transparence</p> <p>Règlement d'exécution (UE) n° 2105/747 de la commission du 11 mai 2015 portant dérogation au règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 en ce qui concerne la date limite de dépôt de la demande unique, des demandes d'aide ou de paiement, la date limite de notification des modifications apportées à la demande unique ou à la demande de paiement, et la date limite de dépôt des demandes d'attribution des droits au paiement ou d'augmentation de la valeur des droits au paiement au titre du régime de paiement de base pour l'année 2015</p> <p>Code rural et de la pêche maritime</p> <p>Arrêté du 9 octobre 2015 relatif aux modalités d'application concernant le système intégré de gestion et de contrôle, l'admissibilité des surfaces au régime de paiement de base et l'agriculteur actif dans le cadre de la politique agricole commune à compter de la campagne 2015</p> <p>Décret n° 2015-1769 du 24 décembre 2015 relatif aux bonnes conditions agricoles et environnementales des terres</p> <p>Arrêté du 24 avril 2015 relatif aux bonnes conditions agricoles et environnementales (BCAE)</p>		
11	<b>HABITAT ET CONSTRUCTION</b>			
11.1	<b>a) Aide à la construction et à l'amélioration de l'habitat</b>			
11.1.1	Toutes décisions relatives à la création de logement locatifs sociaux (PLUS, PLAI, PLS, PSLA... et assimilés), neuf ou par acquisition-amélioration y compris agréments de TVA à taux réduit, attributions des subventions, décisions favorables à l'octroi de prêts aidés, à l'exclusion des actes d'individualisation.	Art. R 322-1 à R 322-17 du CCH.	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité RULS

n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
11.1.2	Toutes décisions d'attribution des primes à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (PALULOS), à l'exclusion des actes d'individualisation ; décisions favorables à l'octroi des prêts aidés à l'amélioration des logements locatifs sociaux ; agrément de TVA à taux réduit pour les travaux d'amélioration avec prime		Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité RULS
11.1.3	Toutes dérogations concernant les aides à la construction et l'amélioration de l'habitat		Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité RULS
11.1.4	Toutes décisions concernant les prêts à l'accession à la propriété (PAP) et les avances aidées pour l'acquisition d'une résidence principale en accession à la propriété (« prêt à taux zéro » ou « PTZ »), y compris dérogations		Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PH
11.1.5	Agrément de TVA à taux réduit pour les travaux pour les logements locatifs sociaux existants sans prime (PAM, GRGE, et assimilés)		Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PH
11.1.6	Décisions permettant de solder les subventions d'aides à la pierre du régime antérieur au décret du 5 mai 1995		Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité RULS
11.2	<b>b) Autorisations relatives à l'aliénation, la transformation d'usage et le changement d'affectation de locaux</b>			
11.2.1	Autorisations de transformation et changement d'affectation de locaux sur avis favorable du maire	Art. L 631-7 et R 631-4 du CCH	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PH
11.2.2	Autorisations d'aliéner des logements construits ou acquis par un organisme HLM ou une société d'économie mixte depuis plus de 10 ans ou depuis moins de 10 ans, sur avis favorable du maire	Art. L 443-7 et L 443.11 du CCH	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PH
11.2.3	Autorisations de transformation et de changement d'affectation de logements appartenant à un organisme HLM ou une SEM, sur avis favorable du maire	Art. L 443-11 du CCH.	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PH
11.2.4	Autorisations d'aliénation par un organisme HLM ou une SEM de logement social à un prix inférieur à l'estimation des domaines	Art. L 443-12 du CCH.		
11.2.5	Autorisations d'aliéner un élément du patrimoine immobilier d'un organisme HLM ou d'une SEM de logement social	Art. L 443-14 du CCH.		
11.2.6	Accord préalable à la démolition, exonération et autorisation, lorsque : <ul style="list-style-type: none"> <li>tous les emprunts correspondants ont été remboursés ou que tous les garants ont donné un avis favorable,</li> <li>que la commune d'implantation a donné un avis favorable,</li> <li>et qu'aucune subvention de l'Etat n'est sollicitée pour cette démolition</li> </ul>	Art. L 443-15-1 et R 443-17 a et R 443-17c du CCH.	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PH
11.2.7	Consultation des communes et, le cas échéant, des garants des emprunts en cours, préalablement à ces décisions		Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PH

n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
11.3	<b>c) Aide personnalisée au logement</b>			
11.3.1	Conventions passées entre l'Etat et les organismes d'HLM ou les SEM de logement social	Art. R 353-1 à 22 du CCH. Art. R 353-58 à 73 du CCH.	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PH Responsable de l'unité RULS
11.3.2	Conventions passées entre l'Etat et les bailleurs de logements faisant l'objet de travaux d'amélioration	Art. R 353-35 à 57 du CCH.	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PH Responsable de l'unité RULS
11.3.3	Autres conventions passées entre l'Etat et les personnes morales ou physiques		Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PH Responsable de l'unité RULS
11.3.4	Avenants aux conventions		Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PH Responsable de l'unité RULS
11.3.5	Certification des transcriptions sur papier hypothèque des conventions APL et de leur dénonciation	Art. R 351-1 à R 353-16 du CCH)	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PH
11.4	<b>d) Accessibilité à tous</b>			
11.4.1	Réception des demandes de dérogation aux règles d'accessibilité en matière d'établissement recevant du public, de logement, de voirie et d'espaces publics	Art. R 111-18 et 19 du CCH. Décrets 2006-1657 et 2006-1658 du 21/12/2006 relatifs à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics.	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PIQC Responsable du pôle accessibilité
11.4.2	Convocation de la sous-commission départementale pour l'accessibilité des personnes handicapées, procès verbaux, notification des avis aux maires des communes où sont situés les établissements en cause	Décret 95-260 du 08/03/1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité. Décrets 2006-1657 et 2006-1658 du 21/12/2006 relatifs à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics.	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PIQC Responsable du pôle accessibilité
11.4.3	Tous décisions et arrêtés portant sur les demandes de dérogations aux règles d'accessibilité des personnes handicapées dans les établissements recevant du public, les logements et ainsi que sur la voirie et dans les espaces publics <b>sauf</b> pour les demandes de dérogation qui ont recueilli un avis défavorable de la sous-commission	Art. R 111-18 et 19 du CCH. Décret n° 99-756 du 31/08/ 1999. Décret n° 2006-1657 et 2006-1658 du 21/12/2006	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PIQC Responsable du pôle accessibilité

n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
11.4.4	Formalités liées à l'instruction des agendas d'accessibilité programmée (incomplet, pièces complémentaires ... )	Ordonnance n°2014-1094 du 26 septembre 2014 Décrets n°2014-1326 et n°2014-1327 du 5 novembre 2014	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PIQC Responsable du pôle accessibilité
11.4.5	Toutes décisions ou arrêtés de validation ou de refus d'un agenda d'accessibilité programmée.	Ordonnance n°2014-1094 du 26 septembre 2014 Décrets n°2014-1326 et n°2014-1327 du 5 novembre 2014	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PIQC Responsable du pôle accessibilité
11.5	<b>e) Participation des employés à l'effort de construction (PEEC)</b>			
11.5.1	Toutes décisions et dérogations relatives à la collecte de la PEEC ; renouvellement des agréments pour la collecte		Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PH
11.5.2	Toutes décisions et dérogations relatives aux emplois de la PEEC pour l'accession à la propriété des personnes physiques ou l'amélioration de leur logement		Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PH
11.5.3	Toutes autres décisions et dérogations aux emplois de la PEEC			
11.6	<b>f) Rapports locatifs dans le parc social HLM</b>			
11.6.1	Avis sur les délibérations relatives aux augmentations de loyers des logements locatifs sociaux, y compris le cas échéant demande de nouvelle délibération.	Art. L 442-12 du CCH.	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PH
11.6.2	Avis sur les délibérations relatives aux barèmes de suppléments de loyers de solidarité, y compris le cas échéant demande de nouvelle délibération.	Art. L 441-7 du CCH.	Chef du service SHUT et son adjoint	Responsable de l'unité PH
12	<b>TRANSPORTS, POLICE DE CIRCULATION ET POLICE GÉNÉRALE</b>			
12.1	Dérogations exceptionnelles pour ce qui concerne la circulation des véhicules de transport routier de marchandises de plus de 7.5 tonnes de P.T.A.C. : <ul style="list-style-type: none"> <li>les samedis et veilles de jours fériés à partir de 22 h, jusqu'à 22 h les dimanches et jours fériés ;</li> <li>pendant les interdictions complémentaires de circulation publiées annuellement par arrêté interministériel.</li> </ul>	Arrêté du 16/04/2021	Chef du service SPRAT et son adjoint	Cadre d'astreinte Responsable de l'unité CVSR
12.2	Avis ou décision du Préfet pris pour l'application du code de la voirie routière et du code de la route en ce qui concerne : <ul style="list-style-type: none"> <li>Enquête de circulation sur la voie publique ;</li> <li>Réglementation de la circulation sur les ponts (toutes mesures visant la sauvegarde de ceux-ci) ;</li> <li>Limitation ou relèvement de la vitesse ;</li> <li>Instauration de régime de priorité au carrefour ;</li> <li>Instauration d'interdiction et de prescription liée à la police de la circulation y compris les</li> </ul>	D 111-2 et 3 du code de la voirie routière Art. R 422-4 du code de la route.  Art. R 413-1 à 3 du code de la route Art. R 411-7 et 8 du code de la route. Art. R 411-3 à 8 et R 411-25 du code de la route.	Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité CVSR

n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
	<ul style="list-style-type: none"> <li>feux de circulation ;</li> <li>• Avis sur les projets d'arrêtés du Président du conseil général, du DIR ou des maires lorsqu'ils prescrivent des mesures sur les voies classées à grande circulation, à titre permanent ou temporaire, plus rigoureuses que celles édictées par le code de la route ;</li> <li>• Instauration d'interdictions et de prescriptions liées à la police de la circulation sur les autoroutes ;</li> <li>• Autorisation de circulation sur les autoroutes des personnels, des véhicules et des matériels appartenant aux administrations, services ou entreprises dont la présence est nécessaire sur l'autoroute et aux concessionnaires ou permissionnaires autorisés à occuper le domaine public de l'autoroute ;</li> <li>• Autorisation de circulation sur les autoroutes de matériels de travaux publics.</li> </ul>	<p>Art. R 411-8 du code de la route.</p> <p>Art. R 411-9 du code de la route</p> <p>Art. R 432-7 du code de la route.</p> <p>Art. R 432-7 du code de la route.</p> <p>Art. R 433-4 du code de la route.</p>		
12.3	Établissement des barrières de dégel et réglementation de la circulation d'une ou plusieurs catégories de véhicules et délivrance de dérogations		Chef du service SPRAT et son adjoint	
12.4	Utilisation des pneumatiques comportant des éléments susceptibles de faire saillie		Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité CVSR
12.5	Interdiction ou réglementation temporaire de circulation sur les routes nationales et sur les autoroutes à l'occasion des travaux, des manifestations autorisées (épreuves sportives notamment) et des sinistres (éboulement, inondations, ...)		Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité CVSR Responsable de l'unité RMC
12.6	Décisions d'interruption et de déviation temporaire de circulation motivée par des circonstances exceptionnelles appelant des mesures immédiates et urgentes pour la sécurité publique ainsi que les décisions de remise en circulation	Art. R 411-8 et 18 du code de la route.	Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité CVSR Responsable de l'unité RMC
<b>13</b>	<b>DÉFENSE</b>			
13.1	Procédures de recensement, modification et radiation des entreprises de travaux publics et de bâtiments soumises aux obligations de défense	Circulaire n° 98-56 du 18/02/1998. Décret n° 97-634 du 15/01/1997.	Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité RMC et l'agent sécurité défense
<b>14</b>	<b>ÉDUCATION ROUTIÈRE</b>			
14.1	Délivrance des agréments, des extensions d'agrément, des cessations d'activité et des retraits d'agrément aux établissements d'enseignement de la conduite automobile	Décret n°2000-1335 du 26 décembre 2000	Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité ER et son adjointe
14.2	Tout acte administratif relatif à la gestion des enregistrements des demandes des candidats aux permis de conduire et des places d'examen pour les établissements d'enseignement de la conduite automobile	Décret 97-34 du 15 janvier 1997	Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité ER et son adjointe



n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
14.3	Délivrance des agréments, des extensions d'agrément, des cessations d'activité et des retraits d'agrément aux établissements organisant des stages de sensibilisation à la sécurité routière dans le cadre du permis à point	Décret n°2009-1678 du 29 décembre 2009	Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité ER et son adjointe
14.4	Délivrance des conventions entre l'État et les établissements d'enseignement relatives aux prêts ne portant pas intérêt destinés à financer une formation à la conduite et à la sécurité routière (permis à 1€/jour)	Décret n°2005-1225 du 29 septembre 2005 Arrêté du 29 septembre 2005	Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité ER et son adjointe
14.5	Brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant à la conduite automobile et de la sécurité routière (BEPECASER) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Délivrance des agréments, des cessations d'activité et des retraits d'agrément aux centres de formations et associations préparant au BEPECASER</li> <li>• Délivrance du diplôme BEPECASER</li> </ul>	Décret n°2000-1335 du 26 décembre 2000	Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité ER et son adjointe
14.6	Délivrance, suspension et retrait d'autorisation temporaire et restrictive d'exercer (ATRE)	Art. 212-1 du code de la route Arrêté du 13/04/16 modifié par arrêté du 04/09/17	Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité ER et son adjointe
14.7	Délivrance, suspension et retrait des contrats de labellisation « qualité des formations au sein des écoles de conduite »	Art. 213-1 à 9 du code de la route Arrêté du 26/02/18	Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité ER et son adjointe
14.8	Délivrance, suspension et retrait des certifications QUALIOP1 octroyées dans le cadre de labellisation « qualité des formations au sein des écoles de conduite »	- Arrêté du 11/03/2021 modifiant l'arrêté du 26/02/2018 modifié portant création du label « qualité des formations au sein des écoles de conduite et reconnaissance des équivalences à ce label » - Arrêté du 26/02/2018 portant création du label « qualité des formations au sein des écoles de conduite et reconnaissance des équivalences à ce label »	Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité ER et son adjointe
<b>15</b>	<b>PUBLICITÉ</b>			
15.1	Toute correspondance concernant des déclarations préalables relatives à l'installation, le remplacement ou la modification d'un dispositif ou d'un matériel qui supporte la publicité.		Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité CVSR et son adjoint
15.2	Instruction des demandes d'autorisation préalables à l'installation d'une enseigne et décisions qui en résultent	Art. L.581-18 à L.581-20 et L.581-26 à L.581-33 du code de l'environnement	Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité CVSR et son adjoint

n° de Code	NATURE DE LA DÉLÉGATION	Textes de référence	ACTES SUBDÉLÉGUÉS (délégation de signature Préfet et DDT)	ACTES SUBDÉLÉGUÉS
15.3	Toute procédure et correspondance administrative relatives à la police de l'affichage publicitaire		Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité CVSR et son adjoint
<b>16</b>	<b>RISQUES</b>			
16.1	Instruction du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs FPRNM	Décret du 29 avril 2021 et note technique du 11 février 2019	Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité Risques majeurs et crises
16.2	Porter à connaissance Risques industriels	Art L125-2 du Code de l'Environnement et Art L132-1 à L132-4 et R132-1 du Code de l'Urbanisme	Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité Risques majeurs et crises
16.3	Porter à connaissance Risques naturels prévisibles	Art L125-2 du Code de l'Environnement et Art L132-1 à L132-4 et R132-1 du Code de l'Urbanisme	Chef du service SPRAT et son adjoint	Responsable de l'unité Risques majeurs et crises

**ANNEXE 3**  
**de la décision de subdélégation générale de signature du directeur de la DDT**  
**Actes subdélégués concernant la gestion des présences et absences des agents**

**Référence** : arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les DDI.

Événement	Niveau de subdélégation de signature
Congés annuels	Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité
Congés bonifiés	<b>Validation des absences :</b> Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité
Compte épargne temps	<b>Validation des absences :</b> Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité
Jours RTT	Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité
Crédit de temps : ouverture de droit à compensation	Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité
Pose d'une (½) journée de récupération	Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité
Congé maladie	Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité
Congé parental	<i>Pas de subdélégation possible, dispositif centralisé au niveau ministériel</i>
Examens antérieurs ou postérieurs à une naissance	<b>Validation des absences :</b> Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité
Préparation accouchement	Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité (droit ouvert précédemment)
Absence liée à la cohabitation d'un malade contagieux	Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité (sur prescription médicale)
Garde d'enfants malades ou pour assurer la garde	<b>Pour une cause d'enfants malades (sur prescription médicale) :</b> selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité. <b>Pour les autres gardes (pb de crèche, ...) dans le souci d'un traitement égalitaire des agents de la DDT (ex de grève de l'éducation nationale) :</b> selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité <u>mais après accord du DDT</u>
Candidature liée à une élection	<b>Validation des absences :</b> Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité
Fonctions des élus locaux	<b>Validation des absences :</b> Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité
Parents d'élève(s) élus	Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité
Épreuves examen et concours	Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité
Préparation concours	Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité

Congé pour examen par la médecine du travail	Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité
Fêtes religieuses	Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité (sur déclaration sur l'honneur)
Grève	Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité (constat d'absence d'agent sans autre justificatif)
Exercice du droit syndical	<p><b>Si décharge de service</b> : Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité (sur coupon de décharge )</p> <p><b>Si AG ou heures mensuelles d'information</b>, chef de service qui valide sur autorisation spécifique du directeur</p> <p><i>Pour les congés de formation professionnelle : pas de subdélégation possible, dispositif centralisé au niveau ministériel</i></p>
Don du sang et de plaquettes	/ (géré comme une mission)
<b>Événement</b>	<b>Niveau de subdélégation de signature</b>
Mariage ou PACS	<p><b>Validation des absences</b> :</p> <p>Selon l'organisation des services, chefs de service ou responsables d'unité</p>
Sapeur pompier volontaire	<b>Pour les absences régulières</b> : chef de service



DDT 86

86-2022-10-18-00003

2022 DDT 25 Subdelegation ordonnancement  
secondaire



**Décision n° 2022-DDT-25** en date du 18/10/2022 donnant subdélégation de signature :

- pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses
- et pour l'exercice des attributions de la personne responsable des marchés et du pouvoir Adjudicateur

**Le Directeur Départemental des Territoires de la Vienne**

**Vu** l'arrêté n°2022-DDT-106 du 7 mars 2022 du Préfet de la Vienne, donnant délégation de signature à Monsieur Eric SIGALAS, Directeur départemental des territoires de la Vienne, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses, et pour l'exercice des attributions de la personne responsable des marchés et du pouvoir adjudicateur,

**Vu** l'arrêté du Premier ministre du 11 avril 2022 nommant Monsieur Christophe LEYSENNE Directeur départemental adjoint des territoires de la Vienne ;

**Décide**

**Titre 1 : Ordonnancement secondaire**

**Article 1 : Subdélégation au directeur départemental adjoint, aux chefs de services et leurs adjoints**

Subdélégation de signature est donnée au directeur départemental adjoint, aux chefs de service et leurs adjoints désignés dans le tableau ci-annexé n°1, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences respectives et dans le respect des visas et seuils du préfet et du contrôleur financier :

- ✓ les propositions d'engagements juridiques (prévisions du volume financier des actes juridiques) auprès du contrôleur budgétaire comptable et les pièces justificatives qui les accompagnent,
- ✓ les engagements juridiques de type M.A.P.A. et les arrêtés attributifs de subventions et conventions,
- ✓ les pièces de liquidation des recettes et des dépenses de toute nature dont notamment la constatation du service fait.

Pour le BOP 354 et les BOP métiers concernés, la subdélégation accordée exclut l'engagement de frais de déplacement des chefs de service ou leur validation qui restent au niveau du directeur et du directeur adjoint.

## **Article 2 : Subdélégation aux agents des services**

Subdélégation de signature est donnée aux agents désignés dans le tableau ci-annexé n°2 à l'effet de signer dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- ✓ les engagements juridiques de type M.A.P.A., les arrêtés attributifs de subvention et les conventions d'un montant limité aux seuils précisés pour chacun d'eux,
- ✓ les pièces de liquidation des dépenses de toute nature dont notamment la constatation du service fait.

Pour le BOP 354 et les BOP métiers concernés, la subdélégation accordée exclut l'engagement de frais de déplacement ou leur validation qui restent au niveau des chefs de service.

Subdélégation de signature est donnée aux agents désignés dans le tableau ci-annexé n°3 à l'effet de signer de saisir et de valider les actes comptables dans CHORUS à l'appui des pièces de commande ou de liquidation dûment signées par les agents habilités en annexe n°1 et 2.

## **Titre 2 : Exercice d'attribution du pouvoir adjudicateur pour les marchés formalisés**

### **Article 3 : Passation et gestion des marchés**

Subdélégation de signature est donnée à :

- **M. Christophe LEYSSENNE**, directeur départemental des territoires adjoint,

pour choisir dans le respect des seuils définis par le Préfet, l'attributaire des marchés, signer ces marchés ainsi que leurs actes d'exécution, à l'exception :

- ✓ des avenants ayant une incidence financière au-dessus du seuil autorisé par le marché concerné,
- ✓ du décompte final lorsque celui-ci est signé avec réserve par le titulaire du marché.

## **Titre 3 : Pour l'ensemble des titres 1 et 2**

### **Article 4 : Intérim**

L'agent expressément désigné pour assurer l'intérim d'un service, d'une unité ou d'un site exerce les mêmes délégations de signature que l'agent qu'il remplace.

### **Article 5 : Abrogation**

Toutes dispositions antérieures à la présente décision sont abrogées.



**Article 6 : Publication**

Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au recueil des actes administratifs du département de la Vienne.

**Article 7 : Exécution**

Les agents titulaires d'une délégation de signature sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne.

Le Directeur Départemental des Territoires,



Eric SIGALAS

**Voies et délais de recours**

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 et R. 421-5 du code de la justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

## Annexe 1

Subdélégation de signature au directeur départemental adjoint, aux chefs de service, de mission

Responsable	Programme	Intitulé
<p><u>M. Christophe LEYSSENNE</u> Directeur départemental adjoint</p>	215	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture
	217	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables
	354	Administration territoriale de l'état
	113	Paysages, eau et biodiversité
	135	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat
	149	Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture
	181	Prévention des risques
	203	Infrastructures et services de transports
	206	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation
	207	Sécurité et éducation routières
	219	Sport
	723	Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'Etat
	362	Plan de Relance : Ecologie

<p><u>M. Frédéric DAGES</u>          Chef du service Prévention des Risques et Animation Territoriale</p> <p><u>M. Henri NOUFEL</u>          Adjoint au chef du service Prévention des Risques et Animation Territoriale</p>	<p>181</p> <p>207</p>	<p>Prévention des risques</p> <p>Sécurité et éducation routières</p>
<p><u>Fabrice PAGNUCCO</u>          Chef du service Habitat Urbanisme et Territoires ( à compter du 2/11/2021)</p> <p><u>Mme Dominique GALLAS</u>          Chef de service Habitat Urbanisme et Territoires adjointe</p>	<p>135</p> <p>112</p> <p>219</p> <p>723</p> <p>362</p> <p>113</p>	<p>Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat</p> <p>Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire (<i>uniquement pour le contrôle de service fait</i>)</p> <p>Sport</p> <p>Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État</p> <p>Plan de Relance : Ecologie</p> <p>Paysages, eau et biodiversité</p>
<p><u>Mme Catherine AUPERT</u>          Chef du service Eau et Biodiversité</p>	<p>113</p> <p>149</p> <p>723</p> <p>362</p>	<p>Paysages, eau et biodiversité</p> <p>Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture</p> <p>Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État</p> <p>Plan de Relance : Ecologie</p>
<p><u>M. Jean Pierre PRADEL</u>          Chef du Service Économie Agricole Développement Rural</p> <p><u>M. Jacques GIRARDIN</u>          Adjoint au chef du service Économie Agricole Développement Rural</p>	<p>149</p> <p>206</p>	<p>Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture</p> <p>Sécurité et qualité sanitaire de l'alimentation</p>

**Annexe 2**  
 Subdélégation de signature aux agents des services  
 pour les engagements et les pièces de liquidation hors frais de déplacements

<b>Services et Cellules</b>	<b>Agents autorisés à passer des engagements juridiques Montant maximum par engagement juridique</b>	<b>Agents autorisés à signer les pièces de liquidation dont la constatation du service fait</b>
Service Habitat Urbanisme et Territoires	<p align="center"><b>pour les B.O.P. 135, 723,362,113</b>            Frédéric THEUIL            Florence BONNEUIL            Karine COUTIN            Jérôme OULES            Catherine PELLERIN  <i>(pour un montant de 10 000 €)</i></p> <p align="center"><b>pour le B.O.P. 112</b>  <i>(uniquement pour le contrôle du service fait)</i></p>	<p align="center">Frédéric THEUIL            Florence BONNEUIL            Karine COUTIN            Jérôme OULES            Catherine PELLERIN            Caroline ROUGIER</p> <p align="center">Catherine MERCADIER            Yoann PIERRE</p>
Service Prévention des Risques et Animation Territoriale	<p align="center"><b>pour le B.O.P. 181</b>            François BERNERON            Jean-Michel SCHMITT  <i>(pour un montant de 4 000 €)</i></p> <p align="center"><b>pour le B.O.P. 207</b>            François BERNERON            Cindy LEBAS  <i>(pour un montant de 4 000 €)</i>            Emmanuelle DOMZALSKI  <i>(pour un montant de 1 500 €)</i></p>	<p align="center">François BERNERON            Jean-Michel SCHMITT            Marie-Dominique PALIN</p> <p align="center">François BERNERON            Emilie DUPONT            Cindy LEBAS            Emmanuelle DOMZALSKI</p>
Service Eau et Biodiversité	<p align="center"><b>pour le B.O.P. 113</b>            Mathilde BLANCHON  <i>(pour un montant de 20 000 €)</i></p> <p align="center"><b>pour le B.O.P. 149, 723,362</b>            Vincent DECOBERT            Gaëlle DORDAIN  <i>(pour un montant de 1 000 €)</i></p>	<p align="center">Isabelle FOURRE            Monique MEGE            Anne-Laure TIVILLIER            Mathilde BLANCHON</p> <p align="center">Vincent DECOBERT            Gaëlle DORDAIN</p>
Service Économie Agricole Développement Rural	<p align="center"><b>pour le B.O.P. 149</b>            Jacques GIRARDIN</p>	<p align="center">Jacques GIRARDIN            Christelle REMERAND</p>

**Annexe 3**  
 Délégation de signature aux agents des services  
 pour la saisie et la validation dans CHORUS Formulaires

Service Habitat Urbanisme et Territoires	<b>BOP 135, 219, 723, 362, 113 et 149</b> pour la saisie et la validation dans la passerelle GALION-CHORUS et dans CHORUS Formulaire	Frédéric THEUIL Karine COUTIN Guillaume CADIOT Catherine PELLERIN
Service Prévention des Risques et Animation Territoriale	<b>BOP 181, 149 et 207</b> pour la saisie et la validation dans CHORUS Formulaire	Sandrine DUBIN Emmanuelle DOMZALSKI Samantha POUPEAU Marie-Dominique PALIN Jean-Michel SCHMITT
Service Eau et Biodiversité	<b>BOP 113, 149 et 362</b> pour la saisie et la validation dans CHORUS Formulaire	Isabelle FOURRE Monique MEGE Anne-Laure TIVILLIER
Service Économie Agricole Développement Rural	<b>pour le B.O.P. 149</b> pour la saisie et la validation dans CHORUS Formulaire	Christelle REMERAND

**Annexe 4**  
 Délégation aux agents des services  
 pour la saisie et la validation dans CHORUS DT

<b>NOM</b>	<b>PRENOM</b>	<b>Profil création (ASSIST)</b>	<b>Profil Valideur Hiérarchique (VH1)</b>
HILAIRET	VALÉRIE	X	X
PROUTEAU	VALÉRIE	X	X
REMERAND	CHRISTELLE	X	X
FOURRE	ISABELLE	X	X
MEGE	MONIQUE	X	X
TIVILLIER	ANNE-LAURE	X	X
BERNERON	CATHERINE	X	X
DUBIN	SANDRINE	X	X
DOMZALSKI	EMMANUELLE	X	X
POUPEAU	SAMANTHA	X	X